

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 32 – du 24 août au 31 août 2023

ZOOM SUR : RECOURS AUX EAUX NON CONVENTIONNELLES PAR ISRAËL : UNE SOLUTION DURABLE FACE À LA RARETÉ DE LA RESSOURCE HYDRIQUE ?

Le Moyen-Orient est la région la plus sèche au monde. La disponibilité d'eau par habitant provenant de la pluie, des rivières et des sources souterraines est six fois moins élevée que la moyenne mondiale et devrait se réduire de moitié d'ici 2050.

Les eaux non-conventionnelles sont de deux types : les eaux recyclées et les eaux désalinisées. 86% des eaux usées israéliennes sont recyclées. Pour cela, l'eau usée est prélevée puis filtrée pour ensuite être utilisée par le secteur industriel et agricole. Concernant les eaux désalinisées, elles sont souvent destinées à la consommation humaine et représente 585 millions de mètre cube d'eau par an (soit 70% de l'eau potable israélienne). En Israël, le secteur de la « Water Tech » compte 300 entreprises et plus de 100 start-ups représentant une industrie évaluée à 2 Mds \$.

LE CHIFFRE À RETENIR

2 MDS \$

VALORISATION DU SECTEUR
WATER TECH EN ISRAËL

Les eaux non-conventionnelles ont des impacts environnementaux sur la qualité des sols, l'écologie marine et les dépenses énergétiques. La fertilité des sols augmente car les eaux recyclées peuvent avoir une plus forte concentration en nutriments ou minéraux. Cette meilleure qualité du sol permet d'obtenir des rendements plus élevés, dans la limite d'un seuil spécifique d'enrichissement. Toutefois, l'accumulation de métaux lourds peut être toxique pour les plantes et l'augmentation de la salinité peut impacter le microbiome. Le prélèvement d'eau de mer pour la désalinisation peut compromettre l'écosystème. Concernant les coûts énergétiques, le traitement des eaux usées se situe entre 0,4 et 0,9 kWh par m³. Pour l'eau désalinisée, le coût est plus élevé, entre 2,5 et 4 kWh par m³.

De plus, les eaux non-conventionnelles ont des impacts sanitaires sur : (i) la qualité de l'eau avec une déficience en iode pour l'eau désalinisée ; (ii) sur les cultures irriguées avec des eaux traitées par du chlore ou par dégradation biologique de la matière organique qui auraient un risque plus important de virus entériques ; (iii) sur le paysage rural avec un prix de l'eau pouvant discriminer les cultures.

L'eau recyclée est considérée comme une des solutions phares pour palier au déficit hydrique. L'eau dessalinisée reste en effet trop onéreuse pour être utilisée comme moyen unique d'irrigation. C'est pourquoi, des mélanges d'eau douce, d'eau traitée et d'eau salée sont réalisés. Ils peuvent permettre une meilleure rentabilité et une réduction des effets négatifs des eaux traitées.

Service Économique Régional de Beyrouth



RÉGION

1. BAISSÉ CONSÉQUENTE DES FLUX D'IDE DE LA FRANCE VERS LE PROCHE-ORIENT EN 2022.

La Banque de France a publié le 31 juillet ses statistiques d'investissements directs à l'étranger (IDE) pour l'année 2022. Les flux d'IDE français sont devenus négatifs en 2022 en Irak (-782 M€), Iran (-72 M€), Jordanie (-9 M€) et Liban (-50 M€), traduisant a priori des désengagements de la part de nos entreprises. Les flux d'IDE français vers l'Égypte restent positifs, mais chutent de -79% à 176 M€. Israël est le seul pays du Proche Orient qui a observé une augmentation des IDE français sur son territoire (+131%), avec des flux qui s'élèvent à 388 M€ en 2022. Dans le même temps, les flux d'IDE du Proche-Orient vers la France ont diminué, notamment depuis Israël (-26%, à 42 M€). On remarque également un léger désinvestissement de la part de l'Égypte, avec des flux d'IDE qui deviennent négatifs en 2022 (-60 M€). Le *Rapport sur l'Investissement Mondial 2023* de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime une baisse des IDE au niveau mondial de -12% en 2022.

Données IDE 2022 (Source BDF, en M EUR)

	De la France vers l'étranger		De l'étranger vers la France	
	Stock	Flux	Stock	Flux
Israël	3744	388	1274	42
Égypte	2148	176	294	-60
Iran	695	-72	316	2
Liban	539	-50	1326	9
Irak	292	-782	C	C
Jordanie	245	-9	C	C
Territoires Palestiniens	C	C	C	C
Syrie	C	C	C	C

ÉGYPTÉ

1. L'ÉGYPTÉ REJOINDRA LES BRICS EN 2024.

Lors du sommet annuel des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui s'est tenu en Afrique du Sud du 22 au 24 août, l'Égypte ainsi que l'Arabie Saoudite, les EAU, l'Iran, l'Éthiopie et l'Argentine ont été invités à rejoindre le groupe d'économies émergentes à compter du 1^{er} janvier 2024. Pour rappel, en avril dernier, l'Égypte était devenue membre de la New Development Bank (NDB), banque de développement des BRICS dotée

d'un capital de 100 Mds USD pour financer les projets d'infrastructures des pays membres. Selon les [annonces](#) du Ministre égyptien des Finances, l'adhésion de l'Égypte stimulera les IDE et les exportations grâce à l'approfondissement des échanges commerciaux avec les autres membres mais permettra également au pays de réduire sa dépendance au dollar américain (USD) dans un contexte de coût élevé des importations de blé et de carburant libellés en USD.

2. MOODY'S MAINTIENT LA NOTE SOUVERAINE DE L'ÉGYPTÉ.

L'agence de notation Moody's prolonge de 3 mois la révision de la note de crédit souveraine de l'Égypte suite aux avancées encourageantes dans les cessions d'actifs publics (1,9 Md USD annoncé le 11 juillet 2023 et objectif de 5 Mds USD d'ici juin 2024) et à la consolidation budgétaire avec un excédent primaire de 1,7 % du PIB. D'autres résultats sont néanmoins attendus, notamment en matière de réserves de change, selon l'agence de notation.

3. NOUVELLES ANNONCES GOUVERNEMENTALES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE CESSIONS D'ACTIFS PUBLICS.

Le gouvernement vise à attirer 5 Mds USD d'investissements par le biais de privatisation d'entreprises et d'actifs publics au cours des neuf mois entre octobre 2023 et juin 2024. Selon les dernières annonces du Premier Ministre Madbouli, ces ventes concernent deux centrales éoliennes (Gabal al-Zeit, Zafarana), deux entreprises appartenant à l'armée (Wataniya et Safi), la centrale électrique de Beni Suez et un certain nombre d'usines de dessalement. Trois nouvelles entreprises publiques (Telecom Egypt, Eastern Company et Al Ezz Dekheila) s'ajoutent à la liste initiale de 32 entreprises publiques figurant dans le cadre du programme de cession de participations publiques encouragé par le FMI annoncé par le gouvernement en février dernier. Pour mémoire, les autorités locales ont annoncé le 11 juillet 2023 la cession d'actifs publics pour un total de 1,9 Md USD dont 1,7 Md USD en devises et l'équivalent de 250 M USD en EGP (7 Mds EGP). Le gouvernement entend ainsi plus que doubler le rôle du secteur privé dans l'économie pour le porter à 65 % et attirer 40 Mds USD d'investissements privés d'ici à 2026.



4. CONSTRUCTION DE DEUX CENTRALES SOLAIRES THERMODYNAMIQUES EN HAUTE-ÉGYPTE.

Un consortium composé de la société égyptienne Smart Engineering Solutions (SES) et de la société allemande Frenell, spécialisée dans les énergies renouvelables, a choisi l'entreprise égyptienne Petrojet pour la construction de deux centrales solaires thermiques à concentration d'une capacité de 70 MW dans le gouvernorat de la Nouvelle vallée. Frenell financerait ce projet à hauteur de 340 M EUR (12 Mds EGP). Petrojet est actuellement en pourparlers avec le consortium pour fabriquer localement certains des équipements nécessaires au projet afin d'optimiser les coûts en réduisant les importations. En parallèle, l'Egyptian Electricity Holding Company (EEHC) a lancé cette semaine un appel d'offres pour la construction et l'exploitation de cinq centrales thermodynamiques qui produiront de l'électricité pour alimenter les usines de dessalement sur la côte nord de l'Égypte. Ces centrales, dont la construction se ferait sur un modèle de Build Own Operate (BOO) sur 25 ans, mettraient en service une capacité totale de 250 MW permettant de dessaler plus de 400 000 m³ par jour.

IRAK

1. RÉFORME DU SECTEUR AGRICOLE.

Le Conseil des ministres a adopté le 25 août un nombre de réformes concernant l'agriculture. Deux types de mesures ressortent : d'une part, le gouvernement souhaite faciliter la production, l'importation et la distribution d'engrais (par exemple en exemptant les engrais des réglementations relatives à l'importation de produits dangereux) ; d'autre part, les techniques modernes d'irrigation, moins consommatrices d'eau, sont encouragées via des subventions plus incitatives. Le secteur agricole irakien, qui représente environ 4% du PIB, subit les conséquences du changement climatique (avec une réduction drastique des terres arables), mais contribue également à les aggraver, notamment du fait de l'utilisation de l'eau : ainsi, alors que le secteur agricole représente environ 80% de l'eau consommée, les techniques d'irrigation utilisées sont très peu efficaces, avec 50% de pertes d'eau du fait de l'évaporation ou des écoulements.

2. RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE L'IRAK ET LA TURQUIE.

À l'occasion de la venue du Ministre du Commerce turc, Omer Polat à Bagdad, le 28 août (dans la foulée d'une visite officielle turque en Irak menée par le Ministre des Affaires étrangères du 22 au 24 août), l'Irak et la Turquie se sont engagés à renforcer leur coopération économique notamment dans le domaine du commerce et de l'investissement. L'Irak est un partenaire commercial crucial pour la Turquie, puisqu'il figure au 3^{ème} rang des importateurs. Par ailleurs, l'Irak compte sur le soutien – en termes d'investissement notamment – de la Turquie pour réaliser sa « Route du Développement », corridor ferroviaire et logistique censé relier le futur port d'al-Fao (sud de de l'Irak) à Turquie.

3. SIGNATURE D'UN CONTRAT DE MAINTENANCE DE LA CENTRALE À GAZ DE RUMAILA AVEC SIEMENS.

Le Ministre de l'Électricité irakien a signé avec Siemens le 22 août un contrat prévoyant la maintenance à long-terme de la centrale à gaz de Rumaila, dans la province de Bassora. Cette centrale à gaz à cycle combiné, qui a une capacité de production de 3 GW, a été construite par le conglomérat iranien Mapna à partir de 2015 et est opérée par l'entreprise jordanienne Shamara Holding. Le contrat de maintenance était prévu par le protocole d'entente signé entre Siemens Energy en janvier 2023 ainsi que par le budget, lequel prévoyait une allocation de 140 M\$ pour ce projet, qui s'inscrit pleinement dans l'agenda énergétique irakien visant à augmenter sa production d'électricité à partir du gaz.

IRAN

1. BAISSÉ DE L'INDICE PMI À 50,63 PB.

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), l'indice PMI du mois de Tir (21juin-20juillet) aurait été ramené de 53,28 à 50,63 (-2,65 points), l'instabilité du taux de change et l'inflation des mois précédents ayant eu un impact négatif sur les nouvelles commandes (-3,58 points) et le stock de matières premières (-2points). La faiblesse des fonds de roulement, l'allocation insuffisante de devises et les coupures d'électricité expliqueraient les baisses de 7,26 points



du sous-indice de production (à 50,97) et de 4,25 points du sous-indice des exportations.

2. DIFFICULTÉS DU SECTEUR BANCAIRE.

Selon le Gouverneur de la Banque Centrale, 88% du financement des projets publics et privés seraient assurés par le secteur bancaire. L'importance de cette contribution et la croissance de la dette publique envers les banques constituent les premiers facteurs de tension du secteur bancaire. Tension accentuée par la faiblesse des fonds propres et l'ampleur du découvert bancaire, le plus élevé que la Banque Centrale ait eu à gérer. Selon le président de l'Association iranienne pour l'investissement étranger, la plupart des banques étatiques iraniennes ne respecteraient pas les normes Bâle 3, leurs réserves en fonds propres demeurant généralement inférieures à 7%.

3. HAUSSE DE 5,7% DE LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE.

Selon le ministère de l'Énergie, la consommation électrique pendant la période la plus chaude (du 21 mai au 20 août) serait passée de 86,8 à 91,8 TWh (+5,7% en g.a), 66% étant imputables aux ménages et à l'industrie, 15% au secteur agricole et 19% à l'administration au sens large (éclairage public compris). La pénurie d'électricité, au pic de consommation, s'est élevée à 15 GW et plusieurs plans de rationnement ont été imposés au secteur industriel afin d'éviter les coupures d'électricité dans les foyers.

4. DÉLÉGATION DE 60,3% DES DROITS DE VOTE DE LA BANQUE AYANDEH AU MAEF.

Selon la Banque Centrale, en vertu d'une décision du Conseil suprême de la monnaie et du crédit en 2021/2022, 60,3% de droits de vote de la banque Ayandeh, officiellement détenus par l'un de ses actionnaires, auraient été délégués au Ministère des Affaires économiques et financières. Dans le bilan publié par la banque au printemps 2023/2024, les pertes cumulées s'élevaient à 1,25 M Mds IRR (3 Mds\$ au taux du marché ICE), l'établissement ayant alloué 1,27 M Mds IRR de prêts en 2022/2023 à ses actionnaires, un montant 59 fois supérieur à son capital.

ISRAËL

1. COUT DE LA VIE EN ISRAËL.

Selon une étude comparative de 2022 sur le coût de la vie des pays membres de l'OCDE, Israël avait le coût de la vie était le plus élevé de tous. Le niveau des prix y était supérieur de 38% à la moyenne de l'OCDE. Toutefois, au mois d'août 2023, une nouvelle étude de l'OCDE place Israël à la quatrième place de ce classement, derrière la Suisse, l'Islande et l'Irlande. Une chute qui s'explique en grande partie par la forte baisse du shekel.

2. RÉFORME DU PERSONNEL DE SOUTIEN ÉDUCATIF.

Le ministère des Finances, la Fédération générale du travail en Israël et la Fédération des autorités locales en Israël ont signé une réforme majeure portant sur les conditions salariales et d'emploi du personnel de soutien éducatif placé auprès des autorités locales. Les points clés de cet accord sont l'augmentation de 20% du salaire de base et la réduction de la semaine de travail à 40 heures. Cette réforme vise notamment à améliorer le statut de plus de 55 000 membres du personnel pédagogique et à changer fondamentalement la perception de leur profession.

3. DÉBLOCAGE DE 200 M ILS AUX AUTORITÉS ARABES EN ISRAËL.

Le Ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a prévu de débloquer 200 M ILS (soit 48,7 M EUR) pour les autorités arabes en Israël. Sa décision fait suite à un entretien avec le Ministre de l'intérieur. Les deux ministres assurent que les budgets seront transférés au profit des citoyens arabes d'Israël. Pour cela, 5% de la somme (2,43 M ILS) seront alloués au développement des équipements technologiques dont la police israélienne a besoin pour lutter contre les organisations criminelles.

JORDANIE

1. BAISSÉ DU DÉFICIT COMMERCIAL ET DE LA FACTURE PÉTROLIÈRE AU 1^{ER} SEMESTRE 2023.

Selon le Département des Statistiques (DoS), au cours du premier semestre de 2023, le déficit commercial a diminué de -10 % par rapport à la même période en 2022, pour atteindre 4,5 Mds JOD (6,3 Mds USD). Les importations enregistrent une baisse de -4,8 % en g.a. et atteignent 9 Mds JOD



(12,6 Mds USD). La part de produits pétroliers dans ces importations représente 17 % en valeur -contre 19 % au premier semestre 2022- les importations de produits pétroliers étant en baisse de -15,6 % en g.a. Quant aux exportations, elles ont augmenté de près de 1 % pour atteindre 4,5 Mds JOD (6,4 Mds USD) (dont 7 % de réexportations). Pour autant, à l'exception des bijoux (10,3 % des exportations, +91 % en g.a.) et des produits chimiques (5,4 % des exportations, +18,6 % en g.a.), les principales exportations de produits nationaux sont en baisse, à savoir : les vêtements (14,1 % des exportations, en baisse de -11,4 % en g.a.), les engrais (12,6 % des exportations, -12,9 % en g.a.), la potasse (8,2 % des exportations, -27,3 % en g.a.) et le phosphate brut (7 % des exportations, -14 % en g.a.).

2. BAISSÉ DU DÉFICIT PUBLIC FIN MAI 2023.

Selon le Ministère des Finances (MoF), les recettes totales ont atteint un montant de 3,8 Mds JOD (5,4 Mds USD) sur les cinq premiers mois de 2023, soit une augmentation de +11,4 % en g.a.. Elles sont composées à 99,6 % de recettes domestiques, complétées par l'aide budgétaire étrangère, sous forme de dons, qui a diminué de -59,4 % en g.a. pour s'établir à 17 M JOD (24 M USD). Les dépenses se sont élevées à 4,3 Mds JOD (6,1 Mds USD), en augmentation de +8 % en g.a. Ainsi, le déficit budgétaire connaît une diminution de -12,8 % et s'élève, en prenant en compte les dons, à 489,5 M JOD (690,2 M USD), soit 3,5 % du PIB -contre 4,2 % du PIB sur la même période en 2022. Fin mai 2023, le montant de la dette, hors dette détenue par le Fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF), s'élevait à 31,1 Mds JOD (43,8 Mds USD) soit 89,8 % du PIB -contre 91 % du PIB fin 2022. Ce chiffre inclut la dette des opérateurs WAJ et NEPCO qui atteint 8,3 Mds JOD (11,7 Mds USD).

3. DEMANDE OFFICIELLE D'UN NOUVEAU PROGRAMME FMI DES AUTORITÉS JORDANIENNES.

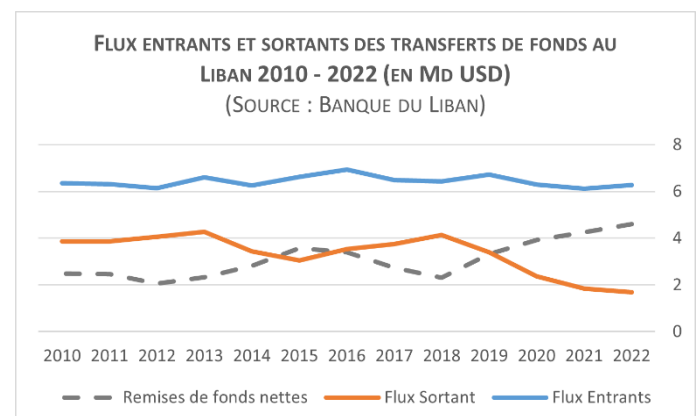
Alors que le mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility - EFF), conclu en 2020, prendra fin en mars 2024, le gouvernement jordanien a exprimé sa volonté de négocier avec le Fonds monétaire international (FMI) un nouveau programme de réformes économiques pour répondre à ses besoins de financement. Cette annonce a été précédée par la visite, à Washington, d'une délégation gouvernementale composée du Ministre des Finances (MoF), de la Ministre du Plan et de la Coopération internationale (MoPIC) et du

Gouverneur de la Banque Centrale (CBJ). À cette occasion, la délégation a rencontré la Secrétaire du Trésor des Etats-Unis, des membres du Congrès, le président de la Réserve fédérale (FED) et le directeur du FMI.



1. DÉPENDANCES ET INÉGALITÉS LIÉES AUX REMISES DE FONDS AU LIBAN.

Selon un rapport de Mercy Corps paru en juillet 2023 intitulé [Lebanese Remittances: A Household Analysis](#), la crise a affecté la quantité, la fréquence et l'utilisation des remises de fonds. L'analyse microéconomique issue d'une enquête auprès des ménages relève que des inégalités fortes existent entre les foyers. Les ménages à revenus plus élevés bénéficient de transferts de fonds plus importants et plus fréquents : 7% des foyers interrogés gagnant moins de 5 M LBP déclarent recevoir des transferts régulièrement, tandis que ce chiffre monte à 60% pour les foyers ayant un revenu entre 25 et 25 M LBP. De même, 63% des foyers interrogés ont déclaré avoir commencé à recevoir des transferts de fonds à partir de 2019, principalement en provenance de leur famille vivant à l'étranger. Les transferts proviennent à 34% du Golfe, 25% d'Amérique du Nord, 19% d'Europe, 14% d'Afrique et 14% d'Australie. Quant à l'utilisation de ressources, les remises de fonds servent principalement à la consommation (nourriture, essence, médicaments), et non plus à de l'investissement ou à de l'épargne. Selon le rapport, ces transferts ne sont pas soutenables pour les foyers et ne se substituent pas à des investissements urgents dans les domaines de la sécurité sociale, de l'éducation et de la santé.



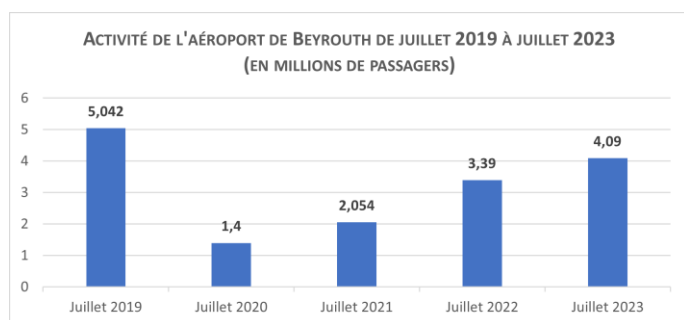


2. RÉDUCTION DU DÉFICIT COMMERCIAL AU 1^{ER} SEMESTRE.

Le déficit commercial du Liban s'est réduit de 5,7% au cours des sept premiers mois de 2023 par rapport aux sept premiers mois de 2022 et représente ainsi 8,2 Mds USD. Les importations ont baissé de -9,3% (9,8 Mds USD en 2023 contre 10,9 Mds USD en 2022), tandis que les exportations ont diminué de -24,2% (1,6 Md USD en 2023 contre 2,1 Mds USD en 2022). Sur la même période, le ratio exportations/importations a ainsi été ramené de 19,7% à 16,5%. La baisse des importations est avant tout liée au déclin de -17,3% de la facture énergétique, qui représente 26,3% des importations sur les sept premiers mois de 2023. Quant à la baisse des exportations, elle est surtout portée par la diminution drastique des exports de produits dérivés du plastique ou caoutchouc (-81,3%). Les exports vers la Syrie, la Suisse, le Qatar et le Koweït se sont réduits, tandis qu'ils progressent vers la Turquie (+25%) et l'Irak (+31%).

3. AUGMENTATION DU NOMBRE DE PASSAGERS À L'AÉROPORT DE BEYROUTH.

Selon les données de l'aéroport international de Beyrouth le nombre de passagers en juillet 2023 a augmenté de 20,7% par rapport à juillet 2022 pour atteindre plus de 4 millions de passagers. La hausse du trafic de l'aéroport traduit avant tout le rebond du secteur touristique (lié aux retours saisonniers de la diaspora). Il s'accompagne d'une augmentation du nombre d'emplois dans l'industrie des voyages et du tourisme : d'après le World and Travel Tourism Council, après être tombé à 297 000 emplois en 2020, le secteur se relève progressivement pour atteindre 373 000 emplois en 2023 (contre 422 000 avant crise).



PALESTINE

1. BALANCE COMMERCIALE.

Le déficit du commerce extérieur de la Palestine s'élevait à 3,2 Mds\$ au premier semestre 2023 (+2,4% en g.a.). La valeur des exportations de biens et services a enregistré, jusqu'à fin juin, environ 824 M\$, contre 733 M\$ pour la période correspondante de 2022. Quant aux importations, leur valeur s'élève à 4 Mds\$, soit une hausse d'environ 100 M\$ sur une base annuelle. Le déficit commercial avec Israël s'est élevé à près de 1,5 Md\$.

2. HAUSSE DE 16% DES BÉNÉFICES DES BANQUES ISLAMIQUES.

Au 1^{er} semestre 2023, les bénéfices des trois banques islamiques de Palestine cotées en bourse ont augmenté de 16% par rapport au 1^{er} semestre 2022, pour atteindre 17,4 M\$ (8,4 M\$ pour la Banque Islamique de Palestine, 8,5 M\$ pour la Banque Arabe Islamique, 534 K\$ pour la Banque Al-Safa). Sur la même période, les bénéfices de l'ensemble des banques cotées à la Bourse de Palestine se sont élevés à 83,5 M\$.

3. L'EMPLOI INFORMEL EN PALESTINE.

Alors que le nombre total des travailleurs en Palestine était estimé en 2022 à 1,1 million (à l'exclusion du secteur agricole), l'emploi informel représentait 53% de cette population. Le nombre de travailleurs masculins dans l'emploi informel était de 503 000 travailleurs (56% du nombre total de travailleurs masculins), contre 55 000 femmes (32% du nombre total de travailleuses).

SYRIE

1. ANNONCE D'INVESTISSEMENTS IRANIENS EN SYRIE.

L'Iran a confirmé début août sa volonté d'augmenter son empreinte économique en Syrie, via des investissements ciblés dans les télécommunications, les banques et les assurances. Les médias iraniens et syriens évoquent trois projets : (i) le lancement d'un troisième opérateur mobile en Syrie (Wafa Telecom), (ii) un projet bancaire et (iii) la création d'une compagnie d'assurance commune. L'implication iranienne dans le secteur des télécoms avaient déjà débuté avec l'exportation récente depuis l'Iran de cartes SIM et de stations mobiles via le port de Lattaquié. Concernant le projet bancaire, il aura pour but de faciliter les transactions entre les deux pays par le biais d'une *joint-venture*, probablement via l'institution bancaire islamique



National Islamic Bank (NIB), qui a annoncé commencer ses opérations mi-août. Le partenariat concernant les assurances est le plus concret à ce jour, avec la signature en juin 2023 d'un accord pour constituer une *joint-venture* entre Al-Aqeelah Takaful Insurance (Syrie) et Al-Alborz Insurance (Iran). Des investissements pour la reprise d'activité d'usines d'assemblage de voitures et la création d'une usine de fabrication de pneus ont également été évoqués.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH